

Renseignements personnels

Nom et prénom : Antoine Kesia-Mbe Mindua

Date et lieu de naissance : 31 décembre 1956, à Mushie

Nationalité : Congolaise (République démocratique du Congo)

Situation de famille : Marié

Études et diplômes universitaires

1992-1995 : Doctorat en droit international public (Genève). Thèse consacrée aux organisations internationales, aux interventions armées et aux droits de l'homme.

1990-1992 : Diplôme d'études supérieures en droit international public (Genève).

1989-1990 : Diplôme d'études approfondies en droit communautaire européen (Nancy, France)

1989-1990 : Diplôme en droit international et en droit comparé des droits de l'homme (Strasbourg, France).

1988-1990 : Diplôme d'études supérieures en politique et droit européens (Nancy, France).

1976-1982 : Graduat et maîtrise en droit privé et en droit pénal (Kinshasa).

Expérience professionnelle

Expérience judiciaire et juridique

De 2006 à ce jour : Juge au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) à La Haye (Pays-Bas).

1997-2001 : Fonctionnaire à l'Organisation des Nations Unies, juriste et chef du Groupe des audiences au Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR) (Arusha, Tanzanie).

1985-1988 : Représentant adjoint et conseiller juridique du Vice-Premier Ministre et Ministre des droits et des libertés des citoyens (Kinshasa).

1983-1985 : Juriste auprès de la Garde civile et conseiller juridique adjoint au Bureau du Président de la République (Kinshasa)

1981-1982 : Magistrat militaire stagiaire, procureur militaire adjoint à la Cour martiale de Kinshasa (Kinshasa-Gombe).

Expérience diplomatique

2001-2006 : Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République démocratique du Congo auprès de la Confédération suisse à Berne.

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire et Représentant permanent de la République démocratique du Congo auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève et à Vienne.

Gouverneur du Fonds commun pour les produits de base pour la République démocratique du Congo (Amsterdam, Pays-Bas).

Expérience dans les domaines de l'enseignement et de la recherche

- De 2009 à ce jour : Chargé de cours extérieur à l'Institut international des droits de l'homme de l'Université de Strasbourg (France).
- De 2006 à ce jour : Professeur de droit international public et de droit pénal international à la *Geneva School of Diplomacy and International Relations, University Institute* (Genève, Suisse).
- 1999-2006 : Chargé de cours extérieur à l'Université de Genève (Programme plurifacultaire ACTION HUMANITAIRE) pour le droit international public et le droit international humanitaire.
- 1995-1996 : Chercheur à la faculté de droit de l'Université de Genève.
- 1982-1988 : Professeur de droit civil et de droit commercial à l'École de commerce de l'Université de Gombe (Kinshasa-Gombe).
- 1982-1983 : Instructeur pour les droits de l'homme et les libertés fondamentales auprès de la Garde civile (Kinshasa-Maluku, RDC).

Autres fonctions dans des contextes multilatéraux

- 2005-2006 Vice-Président du Comité exécutif du Haut commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) (Genève, Suisse).
- Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2005 : Président (au niveau des ambassadeurs) du Groupe des 77 et de la Chine (Genève).
- Du 1^{er} octobre 2004 au 31 janvier 2005 : Coordonnateur (au niveau des ambassadeurs) du Groupe des 21 à la Conférence des Nations Unies sur le désarmement (Genève).

Compétences professionnelles

Compétences universitaires et scientifiques

J'ai enseigné le droit durant des années à l'École de commerce de l'Université de Kinshasa-Gombe et j'ai été chercheur à l'Université de Genève, où j'ai également enseigné le droit pénal international et le droit international humanitaire en tant que chargé de cours extérieur. Actuellement, je suis chargé de cours extérieur à l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg et professeur à la *Geneva School of Diplomacy and International Relations* (Genève).

Mes domaines de recherche sont les suivants : droit international public, droit pénal international, droit international humanitaire, droits de l'homme, organisations internationales, emploi de la force armée, coopération Europe / pays en développement, droits de l'enfant, genre, etc.

Compétences judiciaires, juridiques et administratives

En tant que magistrat militaire à la Cour martiale de Kinshasa, j'ai exercé les fonctions de procureur et de juge. J'ai également travaillé comme juriste au Tribunal pénal international pour le Rwanda, où j'ai notamment été chargé de la conduite des procès, des audiences et des appels. À présent, j'exerce les fonctions de juge de première instance au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

J'ai siégé dans plusieurs procès dont l'un des plus complexes de l'histoire du Tribunal. Je connais parfaitement les rouages de la justice internationale.

J'ai été conseiller juridique du Vice-Premier Ministre et Ministre des droits de l'homme

à Kinshasa. Ayant étudié le droit administratif, j'ai occupé plusieurs postes d'administration et d'encadrement, tels que Chef de mission diplomatique à Berne et à Genève pendant deux mandats successifs.

J'ai une bonne connaissance des questions relatives au personnel dans le système des Nations Unies. En tant qu'administrateur responsable de la Section de l'administration judiciaire au TPIR, j'ai également été chargé de questions d'administration et d'encadrement.

Compétences diplomatiques et connaissance des affaires internationales

Les multiples stages que j'ai effectués dans le système des Nations Unies m'ont permis d'acquérir une parfaite connaissance du mécanisme de la diplomatie multilatérale et du système des Nations Unies lui-même. Je maîtrise bien évidemment toutes les questions concernant les droits de l'homme et je suis habitué aux conférences internationales.

Dans le cadre de mes activités de juriste au TPIR, je me suis souvent rendu dans des pays étrangers pour représenter cette haute juridiction internationale. Mes fonctions ont consisté à fournir des documents judiciaires (mandats d'arrêt, ordonnances de transfèrement et autres ordonnances) à des représentants de gouvernements (ministres des affaires étrangères, ministres de la justice, procureurs généraux, procureurs principaux et préfets de police), à négocier avec des États le transfèrement des personnes accusées ou soupçonnées par le Tribunal et à faire venir les détenus au siège du Tribunal à Arusha. Je connais bien les questions liées aux négociations et aux accords entre le Tribunal et le Gouvernement hôte tanzanien. J'ai naturellement acquis une très grande expérience de la rédaction de lettres concernant ces questions.

En tant qu'Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de mon pays auprès de la Confédération suisse à Berne, j'ai pratiqué quotidiennement la diplomatie bilatérale. En outre, mes anciennes fonctions de Chef de mission diplomatique et de Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève et à Vienne, ainsi que mon élection au poste de Coordinateur du Groupe des 21 à la Conférence de Désarmement de l'ONU, mon mandat de Président du Groupe des 77 et de la Chine pour un an, et celui de Vice-Président du Comité exécutif du programme du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, m'ont permis de bien connaître la diplomatie multilatérale, source de rencontres et de coopérations fructueuses. Je crois fermement à la richesse de la diversité culturelle.

Aptitude éprouvée à la rédaction

Mes analyses juridiques et politiques, ma correspondance et les rapports que je rédige en français et en anglais témoignent d'un très haut niveau d'expression écrite. Au Tribunal pénal international pour le Rwanda, j'ai participé plusieurs fois à la rédaction de décisions et d'arrêts. En qualité de chef de missions diplomatiques, j'ai démontré chaque jour mes capacités de rédaction dans le contexte de forums internationaux tenus à Berne et à Genève.

Participation à des conférences internationales

- | | |
|-------------------------|---|
| 12-16 avril 2006 : | Chef de la délégation gouvernementale à la Conférence des Ministres du commerce de l'Union africaine (Nairobi, Kenya) |
| 13-18 décembre 2005 : | Chef adjoint de la délégation gouvernementale à la sixième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (Hong Kong, Chine) |
| 21-23 novembre 2005 : | Chef de la délégation gouvernementale à la Conférence des Ministres du commerce de l'Union africaine sur les produits de base (Arusha, Tanzanie) |
| 14 mars-22 avril 2005 : | Chef de la délégation gouvernementale à la soixante et unième session de la Commission des droits de l'homme (Genève) |
| 18-22 janvier 2005 : | Chef de la délégation gouvernementale à la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes (Kobé, Japon) |

- 29 novembre-3 décembre 2004 : Chef adjoint de la délégation gouvernementale à la première Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction (Sommet de Nairobi pour un monde sans mines)
- 9-13 juillet 2004 : Chef de la délégation gouvernementale aux Conférences des Ministres du commerce des pays ACP et du G90 (Grand Baie, Maurice)
- 13-18 juin 2004 : Chef adjoint de la délégation gouvernementale à la onzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (São Paulo, Brésil)
- 15 mars-23 avril 2004 : Chef de la délégation gouvernementale à la soixantième session de la Commission des droits de l'homme (Genève)
- 10-14 septembre 2003 : Chef adjoint de la délégation gouvernementale à la cinquième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) (Cancún, Mexique)
- 17 mars-25 avril 2003 : Chef de la délégation gouvernementale à la cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme (Genève)
- 4-5 novembre 2002 : Chef de la délégation gouvernementale à la Conférence ministérielle sur le système de certification des diamants bruts du Processus de Kimberley (Interlaken, Suisse)
- 23 septembre-1^{er} octobre 2002 : Chef de la délégation gouvernementale à la trente-septième série de réunions des Assemblées des États membres de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) (Genève)
- 16-20 septembre 2002 : Chef de la délégation gouvernementale à la quatrième Réunion des États parties à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction (Genève)
- 5-7 août 2002 : Chef de la délégation gouvernementale à l'Atelier régional sur le Programme de Doha pour le développement, organisé à l'intention des négociateurs commerciaux par le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) (Nairobi)
- 30-31 mai 2002 : Chef de la délégation gouvernementale au séminaire organisé conjointement par l'Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF), le Secrétariat du Commonwealth et le Secrétariat du Groupe ACP sur les « aspects multilatéraux de l'Accord de Cotonou » (Bruxelles)
- 28-29 mai 2002 : Chef de la délégation gouvernementale au Séminaire sur le programme de travail de Doha et les priorités pour la francophonie (Paris)
- 13-17 mai 2002 : Chef de la délégation gouvernementale à la Conférence internationale sur les politiques de migration dans les pays d'Afrique de l'Est, de la corne de l'Afrique et de la région des Grands Lacs, organisée par le Programme sur les politiques ayant trait aux migrations internationales avec le concours du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et de l'Organisation internationale du Travail (OIT) (Nairobi)
- 29 avril-2 mai 2002 : Chef de la délégation gouvernementale à la dix-neuvième session

extraordinaire du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED, tenue au Centre de conférence des Nations Unies de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), à Bangkok

18 mars-26 avril 2002 : Chef de la délégation gouvernementale à la cinquante-huitième session de la Commission des droits de l'homme (Genève)

Participation à des séminaires, ateliers et colloques

3 mai 2002 : Participation au séminaire inaugural de l'Institut international du commerce et du développement sur « l'ordre du jour économique international et la cohérence des finances, du commerce, des investissements, des technologies et du développement », tenu à l'Université Chulalongkorn de Bangkok

19-22 octobre 1998 : Participation à l'atelier organisé par le Département des ressources humaines sur le classement des emplois (Arusha)

21-25 septembre 1998 : Participation à l'atelier organisé par le Département des ressources humaines sur la définition des emplois (Arusha)

1^{er}-9 juin 1998 : Participation à la cinquième session plénière des juges du Tribunal pénal international pour le Rwanda, y compris les juges de la Chambre d'appel de La Haye. Au cours de cette session, les participants ont examiné et adopté des modifications portant sur les principaux textes juridiques régissant le fonctionnement du Tribunal et la procédure suivie

20-22 octobre 1997 : Participation à un séminaire sur le droit international humanitaire organisé par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à l'intention des juges et des juristes du Tribunal pénal international pour le Rwanda (Arusha)

1^{er}-5 juin 1997 : Participation à la quatrième session plénière des juges des deux Chambres de première instance et de la Chambre d'appel du Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha. Au cours de cette session, les participants ont examiné et adopté des modifications portant sur les principaux textes juridiques régissant le fonctionnement du Tribunal et la procédure suivie

1995-1996 : Stage au Centre pour les droits de l'homme, à Genève. Je connais bien tous les mécanismes de l'ONU et d'autres organisations internationales ayant trait aux droits de l'homme

Octobre 1995 : Participation à un colloque organisé par la faculté de droit de l'Université de Genève sur « les Nations Unies et le droit international humanitaire », à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, à Genève

Août, septembre et octobre 1989 : Stage dans le domaine des droits de l'homme à l'Organisation internationale du Travail, au Centre pour les droits de l'homme et au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, à Genève

Août 1989 : Stage dans les domaines du droit international humanitaire et des droits de l'homme au Comité international de la Croix-Rouge, à Genève

Autres stages de formation

- Septembre 1996 : Stage de perfectionnement en anglais à l'Anglo World Centre (Oxford, Angleterre)
- Février-octobre 1982 : Stage de formation militaire spéciale au Centre d'entraînement commando de Kota-Koli (Congo)
- Octobre 1975-juillet 1976 : Instruction religieuse au Grand séminaire régional Saint-Robert-Bellarmin de Mayidi (Congo) : études philosophiques et religieuses

Prix, certificats et bourses universitaires

Prix et certificats universitaires

1. Prix Bellot 1996 à Genève : médaille attribuée à la meilleure thèse de doctorat de l'Université de Genève.
2. Certificat des Amis de Saint-Justin, Genève, 1993.

Bourses universitaires

1. Bourse de la Fondation Ernst et Lucie Schmidheiny, Genève, 1995.
2. Bourse de l'Œuvre Saint-Justin de Fribourg (Suisse), 1990-1994.
3. Bourse Hans Wilsdorf (Montres Rolex), Genève, 1992.

Travaux de recherche

Travaux universitaires

1. La peine de mort dans le droit pénal zaïrois, mémoire de licence, Kinshasa, 1979.
2. L'autorité parentale dans le droit civil et le droit coutumier zaïrois, mémoire de maîtrise, Kinshasa, 1982.
3. Les droits de l'homme dans les relations entre la Communauté économique européenne (CEE) et les pays ACP, thèse de troisième cycle, Nancy, 1990.
4. Les interventions armées en Iraq, en Somalie et au Libéria, thèse de troisième cycle, Genève, 1992.
5. Les organisations internationales, les interventions armées et les droits de l'homme, thèse de doctorat, Genève, 1995.

Principales publications

1. « The African Charter of Human and Peoples' Rights in the face of the Pluralist Democracy », *La voix des sans-voix*, Le Trimestriel des droits de l'homme, avril-juin 1991, n° 1, p. 101 à 112, Paris.
2. « De la légalité de la "zone de sécurité française" au Rwanda », *Afrique 2000, Revue africaine de politique internationale*, trimestriel, n° 18, juillet-août-septembre 1994, p. 19 à 26.
3. « L'ONU face aux coups d'État militaires et aux gouvernements non démocratiques », *R.A.D.I.C.*, tome 6, n° 2, 1994, p. 209 à 234, Londres.
4. « Intervention armée de la CEDEAO au Libéria : illégalité ou avancée juridique? », *R.A.D.I.C.*, juin 1995, tome 7, n° 2, p. 257 à 283, Londres.
5. « Subject Matter Index », dans *The United Nations and the International Humanitarian Law*, publié sous la direction de Luigi Condorelli, d'Anne-Marie La Rosa et de Sylvie Scherrer, Pédone éd., Paris, 1995, p. 475 à 506.
6. « Normes péremptoires du droit international et État de droit en Afrique », *R.A.D.I.C.*, tome 10, n° 2, 1998, p. 216 à 243, Londres.

7. Tribunal pénal international pour le Rwanda, *Recueil des ordonnances, décisions et arrêts 1995-1997*, publié sous la direction d'Éric David, de Pierre Klein et d'Anne-Marie La Rosa, avec la collaboration de Jean-Pelé Fometé et d'Antoine K.-M. Mindua et le concours de Catherine Denis et de Véronique Parque, et sous les auspices du Centre de droit international de l'Université libre de Bruxelles, Bruxelles, Bruylant, 2000.

8. « The Immunity of Heads of State and Government in International Criminal Law », publié sous la direction de Chile Eboe-Osuji, Martinus Nijhoff Publishers, Leiden, Boston, 2010, p. 729 a 748.

Affiliations

1981-1982 : Représentant de l'Union des étudiants de l'Université de Kinshasa, élu parmi 9 000 membres de l'Assemblée (Kinshasa)

1990-1993 : Président de l'Association interreligieuse (réunissant des chrétiens, des musulmans, des juifs et des bouddhistes notamment) de Saint-Justin (Genève)

Depuis 1990 : Membre du Comité international pour le respect et l'application de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (Paris et Genève)

Depuis 1994 : Membre de la Société africaine de droit international et comparé (Londres)

Depuis 1995 : Membre de la très prestigieuse Société académique de Genève

Depuis 1997 : Membre distingué de l'Association des Congolais d'Arusha (Tanzanie)

Depuis 2010 : Membre de l'Assemblée générale de l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg

Langues

Français, anglais, lingala, kikongo, kinunu, kiswahili et latin.

* * *